

BILENDI

Société anonyme

4, rue de Ventadour

75001 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Becouze
34 rue de Liège
75008 Paris
S.A.S. au capital de 309 700 €
324 470 427 RCS Angers
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale Ouest Atlantique

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

BILENDI

Société anonyme
4, rue de Ventadour
75001 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de la société BILENDI

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BILENDI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes « Immobilisation financières et valeurs mobilières de placement », « Provision pour points » et « Reconnaissance du chiffre d'affaires » du chapitre « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation de ces éléments. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-avant, des informations fournies dans les notes correspondantes de l'annexe aux comptes annuels et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément

aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris- La Défense, le 24 avril 2024

Les commissaires aux comptes

Becouze

Deloitte & Associés

Fabien BROVEDANI

Cécile REMY

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	7 942	7 942		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	7 149 400	5 014 991	2 134 408	2 170 627
Fonds commercial	3 739 813		3 739 813	4 019 813
Autres immobilisations incorporelles	3 487 057	2 057 114	1 429 943	1 059 380
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	1 893 932	1 452 426	441 505	534 281
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	51 374 470	2 889 493	48 484 977	46 004 248
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	10 846		10 846	10 846
Autres immobilisations financières	550 234		550 234	542 906
ACTIF IMMOBILISE	68 213 694	11 421 967	56 791 727	54 342 100
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	136 015		136 015	208 512
Avances et acomptes versés sur commandes				32 915
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	9 053 325	658 958	8 394 367	7 088 666
Autres créances	2 290 209		2 290 209	3 103 480
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	3 493 778		3 493 778	413 854
(dont actions propres : 284 320)				
Disponibilités	1 216 467		1 216 467	4 066 716
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	310 312		310 312	327 745
ACTIF CIRCULANT	16 500 107	658 958	15 841 149	15 241 887
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	84 713 801	12 080 925	72 632 876	69 583 988

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 365 702)	365 702	364 422
Primes d'émission, de fusion, d'apport	16 749 804	16 717 484
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	36 443	36 030
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	1 049	1 049
Report à nouveau	16 699 425	14 371 195
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	5 797 592	2 329 283
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	483 583	483 583
CAPITAUX PROPRES	40 133 598	34 303 046
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	61 500	
Provisions pour charges	3 678 780	3 567 953
PROVISIONS	3 740 280	3 567 953
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13 973 615	13 407 935
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	3 876 596	1 762 588
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 668 195	4 680 515
Dettes fiscales et sociales	2 777 417	2 948 782
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 323 464	8 599 547
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	53 987	207 098
DETTES	28 673 273	31 606 464
Ecarts de conversion passif	85 725	106 525
TOTAL GENERAL	72 632 876	69 583 988

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	940 835		940 835	788 254
Production vendue de biens				
Production vendue de services	13 517 311	4 637 577	18 154 889	16 700 201
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	14 458 146	4 637 577	19 095 724	17 488 456
Production stockée				
Production immobilisée			1 347 236	997 900
Subventions d'exploitation			2 667	5 333
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			106 445	193 415
Autres produits			2 466	7 764
PRODUITS D'EXPLOITATION			20 554 538	18 692 867
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			802 500	775 453
Variation de stock (marchandises)			72 497	-118 627
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			10 061 600	8 861 976
Impôts, taxes et versements assimilés			185 543	117 030
Salaires et traitements			4 522 553	4 325 398
Charges sociales			2 047 816	2 024 345
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			2 271 755	2 058 134
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			78 750	20 668
Dotations aux provisions			245 411	198 097
Autres charges			86 177	93 325
CHARGES D'EXPLOITATION			20 374 603	18 355 798
RESULTAT D'EXPLOITATION			179 935	337 069
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			4 180 119	1 700 000
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			1 779 591	650 000
Différences positives de change			28	301
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			5 959 737	2 350 301
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			269 431	10 811
Intérêts et charges assimilées			278 704	202 179
Différences négatives de change			599	655
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			548 734	213 645
RESULTAT FINANCIER			5 411 004	2 136 656
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			5 590 939	2 473 725

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		126 891
Produits exceptionnels sur opérations en capital	15 367	158 005
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	23 350	15 735
PRODUITS EXCEPTIONNELS	38 718	300 631
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	47 130	396 989
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	220 158	186 062
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		23 350
CHARGES EXCEPTIONNELLES	267 288	606 401
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-228 570	-305 771
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-435 224	-161 329
TOTAL DES PRODUITS	26 552 993	21 343 799
TOTAL DES CHARGES	20 755 401	19 014 516
BENEFICE OU PERTE	5 797 592	2 329 283

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis et présentés en conformité du règlements ANC n° 2014-03, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite, qui sont applicables aux exercices ouverts à la date de publication desdits règlements, soit à la clôture du 31 décembre 2023.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont donc été respectés à partir des hypothèses de bases suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La société Bilendi SA tient compte des règles comptables relatives d'une part à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et d'autre part, à la comptabilisation et l'évaluation des actifs. Au cas particulier, l'application de ces règles comptables n'a pas d'incidence particulière sur les comptes de Bilendi SA au 31 décembre 2023.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1) Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les frais de renouvellement des noms de domaines sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations et en accord avec la législation fiscale en vigueur.

- Recrutement membres : 1 an en linéaire
- Logiciels acquis ou créés : 2 à 4 ans en linéaire
- Marques : 1 ou 10 ans en linéaire

2) Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges de l'exercice, sauf ceux exposés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations et en accord avec la législation fiscale en vigueur.

- Agencements et installations : 8 ans en linéaire
- Matériels de bureau et informatique : 3 ans en linéaire
- Mobiliers de bureau : 5 ans en linéaire

3) Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Pour les titres de participation, la valeur d'inventaire est notamment appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres et/ou en fonction de la valeur des parts de marché et/ou des technologies achetées, découlant de l'application de méthodes couramment retenues.

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de clôture.

4) Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5) Conversion des dettes et créances en devises :

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits au bilan sous une rubrique spécifique. Une provision pour risques est comptabilisée si la conversion fait apparaître des pertes latentes.

6) Provision pour points :

La provision pour points a pour but d'évaluer l'impact financier de la conversion future des points distribués aux membres et non encore échangés contre des cadeaux. La méthode de calcul tient compte de seuils déterminés en fonction du nombre de points dans les comptes des membres et du prix minimum, en points, du premier cadeau.

7) Reconnaissance du chiffre d'affaires :

Les revenus liés à la fourniture de panel dans le cadre d'enquêtes en ligne, principalement auprès d'instituts de sondages, sont reconnus au moment de la réalisation de la prestation.

Les revenus liés à la vente de points sont constatés mensuellement au moment de l'attribution définitive de ces derniers.

L'activité de fidélité en marque blanche correspond à des contrats de prestations de services pour compte de tiers. La reconnaissance du chiffre d'affaires relative aux contrats se fait au fur et à mesure de la réalisation de la prestation.

Les revenus liés au marketing direct sont reconnus au moment de la réalisation de la prestation.

8) Stock et en-cours :

Les stocks et en-cours sont évalués à leur coût de revient (prix d'achat et frais accessoires) selon la méthode du premier entré premier sorti. En fin d'exercice comptable, il y a constatation d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

9) Amortissements dérogatoires :

Conformément à l'article 21 de la loi 2006-1666 du 21 Décembre 2006, les frais d'acquisition des titres de participation, font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur une période de 5 ans.

10) Evénements significatifs de l'exercice :

L'année 2023 a été marquée par une activité irrégulière et un manque de visibilité sur les affaires. Elle s'est aussi caractérisée par l'exécution d'un plan produit ambitieux en matière de technologie et d'innovation, avec le lancement à mi-année d'une nouvelle version de Bilendi Discuss, intégrant BARI (Bilendi Artificial Research Intelligence) développée à partir de ChatGPT ainsi que son IA interne, ou encore le lancement en septembre 2023 d'une nouvelle offre « Niche Sampling » qui permet d'interroger des audiences de niche dans le monde entier grâce à l'échantillonnage sur les réseaux sociaux.

11) Faits marquants survenus après la clôture annuelle :

Néant.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	7 942		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 934 543		3 199 695
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	332 391		
Matériel de transport	5 920		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 371 313		184 698
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 709 624		184 698
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	49 884 470		1 520 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	553 752		7 329
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	50 438 221		1 527 329
TOTAL GENERAL	65 090 330		4 911 722

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			7 942	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		1 757 968	14 376 270	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			332 391	
Matériel de transport			5 920	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		390	1 555 621	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		390	1 893 932	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		30 000	51 374 470	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			561 080	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		30 000	51 935 550	
TOTAL GENERAL		1 788 358	68 213 694	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	7 942			7 942
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	5 684 722	1 994 672	607 289	7 072 106
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 692 665	1 994 672	607 289	7 080 048
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	143 978	40 698		184 676
Matériel de transport	5 920			5 920
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 025 446	236 385		1 261 831
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 175 343	277 083		1 452 426
TOTAL GENERAL	6 868 008	2 271 755	607 289	8 532 474

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	483 583			483 583
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	483 583			483 583
Provisions pour litiges		61 500		61 500
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	244 996	52 227		297 223
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	3 322 957	115 584	56 984	3 381 557
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	3 567 953	229 311	56 984	3 740 280
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	3 880 222	269 431	1 260 160	2 889 493
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	580 358	78 750	150	658 958
Autres dépréciations	542 781		542 781	
DEPRECIATIONS	5 003 361	348 181	1 803 091	3 548 451
TOTAL GENERAL	9 054 897	577 492	1 860 075	7 772 314
Dotations et reprises d'exploitation		308 061	57 134	
Dotations et reprises financières		269 431	1 779 591	
Dotations et reprises exceptionnelles			23 350	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	10 846		10 846
Autres immobilisations financières	550 234	61 577	488 657
Clients douteux ou litigieux	615 406	615 406	
Autres créances clients	8 437 920	8 437 920	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	692	692	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	5 216	5 216	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	383 956	383 956	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	400 187	400 187	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	2 415	2 415	
Groupe et associés	1 447 123	1 447 123	
Débiteurs divers	50 622	50 622	
Charges constatées d'avance	310 312	310 312	
TOTAL GENERAL	12 214 927	11 715 424	499 503
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	48 564	48 564		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	13 925 051	2 664 137	9 292 164	1 968 750
Emprunts et dettes financières divers	3 876 596	8 125		3 868 471
Fournisseurs et comptes rattachés	3 668 195	3 668 195		
Personnel et comptes rattachés	782 080	782 080		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	587 797	587 797		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 337 101	1 337 101		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	70 439	70 439		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	233 984	233 984		
Autres dettes	4 089 480	4 089 480		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	53 987	53 987		
TOTAL GENERAL	28 673 273	13 543 888	9 292 164	5 837 221
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 700 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 071 054			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Activités	Chiffre d'affaires		Total	Total	%
	France	Export	31/12/2023	31/12/2022	Var
Panels en lignes	10 556 303	1 634 059	12 190 363	11 954 524	2%
Fidélisation - CRM & Marketing Direct	3 473 294	183 314	3 656 608	2 932 018	25%
Opérations intragroupe	428 549	2 820 205	3 248 753	2 601 914	25%
TOTAL	14 458 146	4 637 577	19 095 724	17 488 456	9%

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES A PAYER				
1788000	INTERETS COURUS DETTES FILIALES	8 125,00		8 125,00
4081000	FOURN FNP	852 680,19	904 043,88	-51 363,69
4198000	CLIENTS AAE	195 481,00	202 087,00	-6 606,00
4686000	DIVERS- CHARGES A PAYER (RESPONDI)		7 800,00	-7 800,00
4282100	DETTES PROV CP ET RTT	314 354,00	258 779,00	55 575,00
4286000	AUTRES CH DE PERS A PAYER	16 100,00		16 100,00
4286100	DETTES PROV BONUS	451 626,42	672 812,00	-221 185,58
4382100	CHARGES SOCIALES SUR PROV CP ET RTT	141 407,00	114 717,00	26 690,00
4386100	CHARGES SOCIALES SUR PROV BONUS	193 747,73	206 642,00	-12 894,27
4486001	ETAT - CAP DIVERSES	19 000,00	13 814,00	5 186,00
4486003	ETAT - CAP TA	3 418,00	3 258,08	159,92
4486004	ETAT - CAP FPC	-2 414,69	-2 577,79	163,10
4486005	ETAT - CAP CET	5 745,00	12 013,00	-6 268,00
4486007	ETAT - CAP TVTS		8 130,00	-8 130,00
5186000	INTERETS COURUS A PAYER	-2 467,24	2 757,91	-5 225,15
TOTAL CHARGES A PAYER		2 196 802,41	2 404 276,08	-207 473,67

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	CHARGES CONSTAT. D'AVANCE	310 312,15	327 745,11	-17 432,96
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		310 312,15	327 745,11	-17 432,96
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
4870000	PRODUITS CONSTAT.D'AVANCE	-53 986,70	-207 098,00	153 111,30
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-53 986,70	-207 098,00	153 111,30

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
4181000	CLIENTS FAE	47 745,27	31 301,26	16 444,01
4098000	FOURN AAR	34 577,82	9 125,36	25 452,46
4387000	SECURITE SOC- PDT A RECEV	5 215,79	15 327,93	-10 112,14
4687000	PRODUITS A RECEVOIR	23 896,00	125 000,00	-101 104,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		111 434,88	180 754,55	-69 319,67

Nature	Montant
Boni et mali sur actions propres	(204 791)
Dotations aux provisions sur actions propres	
Reprise aux provisions sur actions propres	23 350
Charges exceptionnelles liées à des pénalités sur facture client	(38 000)
Charges exceptionnelles liées à l'acquisition de Respondi et à sa réorganisation	(9 129)
Total Résultat Exceptionnel	(228 570)

Catégories de titres	Nombre de titres		Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	4 571 279	16 000	0,08
Actions amorties			
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote			
Actions préférentielles			
Parts sociales			
Certificats d'investissements			

Détail des Stocks-Options, BSA, AGA et BSPCE existant au 31 Décembre 2023	Quantité	Prix d'exercice	Date d'émission	Date maximale d'exercibilité
STOCKS OPTIONS 2015-1	16 000	5,90 €	13/12/2016	12/12/2024
STOCKS OPTIONS 2015-1	9 500	10,66 €	12/12/2017	11/12/2025
STOCKS OPTIONS 2016-1	53 500	10,15 €	09/07/2019	08/07/2027
STOCKS OPTIONS 2018-1	40 000	14,35 €	07/07/2021	06/07/2029
STOCKS OPTIONS 2020-1	12 000	14,35 €	07/07/2021	06/07/2029
STOCKS OPTIONS 2020-1	57 000	19,75 €	15/12/2022	14/12/2030
AGA 2022-1	20 500		15/12/2022	14/12/2024
AGA 2022-2	10 000		15/12/2022	14/12/2024
AGA 2022-1	15 000		11/04/2023	10/04/2025

	31/12/2023
Résultat BILENDI SA en Euros	5 797 592
Nombre d'actions composant le capital social	4 571 279
Nombre total d'options de stocks-options attribuées existant au 31/12/2023	188 000
Nombre total de BSPCE attribués existant au 31/12/2023	
Nombre total d'AGA attribués existant au 31/12/2023	45 500
Nombre total d'actions en circulation	4 804 779
Résultat dilué par action	1,21

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		34 303 046
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		34 303 046
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		1 280
Variations des primes liées au capital		32 320
Variations des réserves	1 053	413
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		5 797 592
	SOLDE	5 830 552
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		40 133 598

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	57	
Employés	8	
TOTAL	65	

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	5 590 938		5 590 938
Résultat exceptionnel	(228 570)		(228 570)
Produits d'intégration fiscale		(194 039)	194 039
Crédits d'impôts		(241 185)	241 185
RESULTAT COMPTABLE	5 362 368	(435 224)	5 797 592

Intégration fiscale

La méthode d'intégration fiscale retenue par le groupe BILENDI implique que :

- Les charges d'impôts sont supportées par les sociétés intégrées (mère et filiales) comme en l'absence d'intégration fiscale.

- Les économies d'impôts réalisées par le groupe, grâce aux déficits, sont conservées chez la société mère mais sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice. Au titre de l'exercice où les filiales deviennent bénéficiaires, la société mère supportera alors une charge d'impôts. Le retour au bénéfice s'entend après imputation des éventuels déficits propres aux filiales concernées. Les informations mentionnées concernant les déficits reportables et moins-values à long terme sont celles relatives au groupe intégré Bilendi (Bilendi SA, Bilendi Technology SARL, Dateos SARL, Fabuleos SAS, Badtech SAS).

- Déficits reportables : 3 162 076 Euros
- Moins-values à long terme : 480 401 Euros

Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières

(Décret n° 83-1020 du 29/11/1983 - Article 47)

(Décret n° 67-236 du 23/03/1967 - Articles 294 à 299)

Le portefeuille de valeurs mobilières se décompose comme suit à la clôture :

- Fonds communs de placement : Néant
- Actions Bilendi SA :
 - Valeur au bilan (nette) : 284 320 Euros
 - Valeur de réalisation : 284 320 Euros

Valeur au 31/12/2022	437 204
Achats de l'année	1 341 391
Ventes de l'année	-1 494 275
Valeur au 31/12/2023 (brute)	284 320

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
BILENDI TECHNOLOGY 4 rue de Ventadour, 75001 PARIS	7 622 873 259	100,00	58 693 58 693		5 639 198 572 956
DATEOS 4 rue de Ventadour, 75001 PARIS	40 000 493 531	100,00 200 000	228 002 228 002		543 346 172 548
BILENDI Ltd (Royaume-Uni) converti en € 8 Holyrood Street, London SE1 2E	1 112 2 874 904	100,00 564 273	9 663 457 9 663 457		13 395 636 253 640
FABULEOS 4 rue de Ventadour, 75001 PARIS	30 000 64 078	100,00	1 340 062 50 569		26 983 (4 758)
BILENDI GMBH (Allemagne) Uhlandstrasse, 47 , 10719 Berlin	126 850 7 000 560	100,00 2 700 000	24 838 509 24 838 509		20 654 151 1 976 039
2WLS (Maroc) converti en € 7 Lotist IKS Maârouf, 20300 Casablanca	55 667 398 925	51,00	450 124 450 124		1 536 300 (309 072)
BADTECH 4 rue de Ventadour, 75001 PARIS	200 000 400 141	100,00	3 060 160 1 460 160		392 633 196 289
BILENDI A/S (Danemark) converti en € Londongade 4, 5000 Odense C,	67 236 1 544 089	100,00 700 000	6 077 311 6 077 311		3 812 722 429 049
BILENDI SERVICES Ltd (Ile Maurice) 12th Raffles Tower, 19 Cybercity, Ebene,	5 38 157	100,00	1 890 1 890		1 363 020 26 614
iVOX BVBA (Belgique) Engels Plein 35 - Louvain - Belgique	68 600 739 073	100,00	4 000 566 4 000 566		3 723 525 (27 247)
Bilendi Srl (ex VIA!) (Italie) Via Gonzaga 7, 20123 Milano	50 000 76 493	100,00	1 560 377 1 560 377		2 520 990 (52 451)
BILENDI ESPAÑA, S.L.U. (Espagne) CL Velazquez, 64 - Madrid	10 000 53 930	100,00	14 676 14 676		523 017 28 902
Bilendi Schweiz AG (Suisse) converti en € Seefeldstrasse 287 - 8008 Zürich	107 991 188 441	100,00	46 769 46 769		329 644 29 968
Bilendi BV (Pays-Bas) Keizersgracht 62, 1015 CS AMSTERDAM	30 000 (341 482)	100,00	33 873 33 873		814 217 (246 977)
AUTRES TITRES					
NEANT					

Source des taux de conversion : Banque de France

AUTRES INFORMATIONS

1) Engagements retraite :

Aucun engagement en matière de retraite n'a été contracté en dehors de ceux résultant des obligations légales.

Dans le but de donner une meilleure information financière, la société a opté pour la méthode préférentielle de comptabilisation de l'engagement de retraite dans ses comptes sociaux.

Le montant s'élève à 297.223 € au 31 décembre 2023.

Les hypothèses retenues pour le calcul de cette provision sont les suivantes :

- Départ volontaire à la retraite à l'âge de 65 ans pour les cadres et les non-cadres.
- Taux de revalorisation annuel des salaires de 3 %.
- Taux d'actualisation de 3,33 %.
- Taux de rotation des effectifs dégressifs en fonction de l'âge et tenant compte de la CSP des salariés.

2) Engagements donnés :

Une caution bancaire à première demande a été donnée en 2019 par LCL au propriétaire des locaux du 4 rue de Ventadour pour un montant de 238 800 €.

La société a souscrit au cours de l'exercice 2021, un emprunt auprès de LCL pour un montant de 6.000.000 euros pour une durée totale de sept ans. Le solde de cet emprunt après les remboursements déjà intervenus se montait à un total de 3 600 000,02 € au 31 décembre 2023. Bilendi SA a consenti, au profit de cette banque, en garantie de cet emprunt un nantissement des titres de sa filiale Bilendi GmbH.

3) Informations concernant les entreprises liées :

· Participations :	51 374 469 € (valeur nette)
· Clients :	1 865 391 €
· Autres créances :	1 447 122 € (valeur nette)
· Emprunts divers :	3 868 470 €
· Fournisseurs :	2 056 986 €
· Autres dettes :	4 127 983 €
· Dividendes reçus :	4 164 273 €

Les transactions entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Elles ne nécessitent pas d'information complémentaire visée à l'article R123-198 du code de commerce.

4) Rémunération des administrateurs :

La rémunération des mandataires sociaux et des membres des organes d'administration et de direction au titre des fonctions qu'ils occupent n'est pas communiquée dans la mesure où cela conduirait à divulguer indirectement des rémunérations individuelles.

Au titre de l'exercice 2023, les mandataires sociaux n'ont bénéficié d'aucun régime complémentaire de retraite spécifique. Il n'existe pas de prime d'arrivée et/ou de départ. Il a été payé des jetons de présence aux administrateurs pour un montant total de 84 000 €.

5) Comptes consolidés :

L'exercice 2023 a vu l'établissement des comptes consolidés du groupe Bilendi. Le périmètre est composé des sociétés suivantes (toutes intégrées globalement) :

BILENDI SA	BILENDI Technology SARL	RESPONDI Ltd
FABULEOS SAS	BADTECH SAS	BILENDI Ltd
BILENDI GmbH	2WLS SA	BILENDI SERVICES
BILENDI A/S	BILENDI O/Y	BILENDI A/B
iVOX BVBA	BILENDI Srl	
BILENDI SCHWEIZ AG	BILENDI ESPANA	
DATEOS SARL	BILENDI BV	